

Département des Ressources Numériques

<p>HÉBERGEMENT DE LA SALLE INFORMATIQUE DE NANTES MÉTROPOLE ET PRESTATIONS ASSOCIÉES</p>

**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION
(R.C.)**

**Appel d'offres ouvert
(articles R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique)**

Procédure complètement dématérialisée
<https://marchespublics.nantesmetropole.fr/entreprise>
(cf. Annexe au présent règlement de la consultation)

La date limite de remise des offres est indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence
(A.A.P.C.)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DE LA CONSULTATION	3
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 – FORME DE LA CONSULTATION	3
1.3 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	3
1.4 – NOMENCLATURES	4
ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE	4
2.2 - VARIANTES ET/OU PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES (PSE) ET/OU PRESTATIONS TECHNIQUES ALTERNATIVES (PTA)	4
2.3 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES	4
2.4 - ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 3 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
ARTICLE 4 - PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES ÉLECTRONIQUES	5
4.1 - <i>CONTENU DE LA CANDIDATURE ÉLECTRONIQUE</i>	5
4.2 – <i>CONTENU DE L'OFFRE ÉLECTRONIQUE</i>	6
ARTICLE 5 - SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	10
ARTICLE 6 - DOCUMENTS À PRODUIRE PAR L'ATTRIBUTAIRE	10
ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	11

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article 1 - Objet et forme de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

A ce jour, Nantes Métropole, ci-après désignée « l'acheteur » dispose de deux salles informatiques, une redondance des infrastructures et un Plan de Reprise d'Activité (PRA) assurant la sécurisation des systèmes d'informations.

La première salle est située dans la commune de Carquefou, la seconde est située dans la commune de Saint-Herblain.

Le présent marché porte sur la fourniture de services d'hébergement d'infrastructures informatiques et de services associés pour remplacer la salle de Carquefou.

Les prestations attendues sont :

- L'hébergement des infrastructures informatiques ;
- La fourniture des baies équipées des éléments électriques, réseaux, ... ;
- La garantie et la disponibilité d'une puissance électrique et climatique suffisante ;
- La sécurité (extinction incendie, contrôle d'accès, vidéosurveillance, ...) ;
- Les gestes de proximité (redémarrage des matériels, rackage/dérackage d'équipements, ...) ;
- La mise à disposition de salles de travail, de préparation, d'espace de stockage, ... ;
- L'acheminement des liens réseau et télécoms opérateurs dans les baies de l'acheteur ;
- Le pilotage des prestations ;
- La réversibilité à l'issue du marché.

Le présent marché entre dans le champ d'application de la convention relative à la mise à disposition du département des ressources numériques (DRN) de Nantes Métropole à la Ville de Nantes.

Ainsi, les dépenses sont prises en charge en totalité sur le budget de Nantes Métropole, la participation de la Ville de Nantes étant assurée conformément aux dispositions de ladite convention. À ce titre, chacun dispose des mêmes droits et obligations en termes de droits concédés, d'utilisation des résultats ...

Les prescriptions attendues, techniques et fonctionnelles, sont décrites au C.C.T.P..

1.2 – Forme de la consultation

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

Pour répondre au besoin du groupement de commandes informatiques, le marché prendra la forme d'un **accord-cadre mono-attributaire avec émission de bons de commande**, dénué de tout montant minimum, mais assorti d'un montant maximum arrêté pour toute la durée contractuelle (6 ans), à **2 000 000 € HT**.

Cet accord-cadre aura ainsi pour objet de définir les termes régissant les modalités d'exécution des bons de commandes passés sur son fondement.

1.3 - Conditions de participation des concurrents

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. **Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.**

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Par ailleurs, il est rappelé que la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché, sauf à s'inscrire dans l'une des exceptions de l'article R2142-26 du Code de la commande publique.

1.4 – Nomenclatures

Famille – nomenclature achats interne	Code CPV
INS11 (Services d'hébergement pour l'exploitation de site web)	Services d'hébergement pour l'exploitation de sites WWW (72415000-2)

Article 2 - Conditions de la consultation

2.1 - Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est fixée au C.C.A.P.

2.2 - Variantes et/ou prestations supplémentaires (PSE) et/ou prestations techniques alternatives (PTA)

Les variantes facultatives (à l'initiative du candidat) ne sont pas acceptées.

Aucune Prestation supplémentaire éventuelle (P.S.E.) n'est prévue.

Aucune prestation technique alternative (P.T.A.) - variante obligatoire, au sens de l'art. R2151-9 du Code de la commande publique, n'est prévue.

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **cinq (5) mois** à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 - Allotissement

La nature homogène des fournitures concernées justifie le recours à un accord-cadre global.

Article 3 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation du présent marché contient les pièces suivantes :

- le présent règlement de la consultation (R.C.) et son annexe « Dématérialisation »
- l'acte d'engagement (A.E.) et son annexe « co-traitance » ;
- le Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses deux annexes données ;
- les Cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés ;
- Le Bordereau de prix unitaires (B.P.U.) assorti d'un détail quantitatif estimatif (D.Q.E.), .

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard **15 jours calendaires** avant la date limite pour la remise des offres. Ce délai court à compter de la date d'envoi par Nantes Métropole des modifications (non compris le jour d'envoi des modifications et la date limite de remise des offres). Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4 - Présentation des candidatures et des offres électroniques

Les candidatures et les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française et exprimées en EUROS.

L'acheteur procède à l'examen des offres avant celui des candidatures, conformément à l'article R2161-4 du Code de la Commande Publique. Dès lors, l'acheteur ne procède à l'analyse de la candidature que du seul titulaire pressenti, cette vérification s'effectuant au plus tard avant l'attribution du marché.

En application de l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

4.1 - Contenu de la candidature électronique

Pièces à remettre au titre de la candidature (aucune signature n'est exigée à ce stade)
Renseignements relatifs à la situation juridique du candidat
Formulaire DC1* (Lettre de candidature) , que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement
Renseignements relatifs à la capacité économique / financière du candidat
Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles En complément, il indiquera la répartition du CA de l'entreprise par secteur d'activité des clients (en distinguant la fonction publique) et son évolution au cours des 3 dernières années.
Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelles
Effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années (cadre F1 du document DC2* à remplir si utilisation de ce document) Références du candidat effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client (privé ou public). Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Le candidat fournira une liste de <u>10 références maximum</u> en lien avec l'objet du marché.
Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public

*disponible gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

En cas de groupement, ces éléments sont à fournir par chaque co-traitant, excepté l'imprimé DC1 qui n'est à fournir que par le mandataire. De même, dans cette hypothèse, la forme du groupement (soit solidaire, soit conjoint) sera précisée par les soumissionnaires dans le DC1 et l'acte d'engagement ainsi que le nom du mandataire.

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus) sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R2143-4 du Code de la commande publique.

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R2143-13 et R2143-14 du Code de la Commande publique.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

NOTA : Avant de procéder à l'examen de la candidature, s'il est constaté que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, l'acheteur pourra décider de demander au candidat de produire ou compléter ces pièces.

4.2 – Contenu de l'offre électronique

Pièces à produire au titre de l'offre (aucune signature n'est exigée à ce stade)
L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes , dûment complété par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
Les annexes au C.C.A.P. « Données de la collectivité » et « Données personnelles » , dûment complétées
En cas de déclaration de sous-traitance, un formulaire DC4 (www.economie.gouv.fr) dûment renseigné
<p>Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U) - Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.), dûment complété (il est précisé que le D.Q.E. est dénué de toute valeur contractuelle et n'a d'autre finalité que celle de permettre le jugement des offres) :</p> <ul style="list-style-type: none"> le candidat complètera obligatoirement les cadres des bordereaux des prix unitaires (BPU) ; le candidat prendra bien soin d'arrondir tous les prix au centime dans ses bordereaux et de contrôler les bons reports des prix du BPU (pièce contractuelle) vers le DQE, sans omettre les remises et rabais, dans les cas où ils sont applicables ; les bordereaux des prix sont établis sur la base de tableurs et il appartient au candidat de vérifier les formules éventuellement intégrées sur chaque ligne, les formules des sous-totaux, les formules des totaux ou toute autre forme de calcul ; si le candidat a des interrogations sur la méthodologie à utiliser pour renseigner correctement le DQE et les BPU, il adressera ses questions via le profil acheteur, dans les conditions définies à l'article 7 du présent document.
<p>Un mémoire technique et environnemental comprenant impérativement et <i>a minima</i> les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> L'organisation générale qu'il projette d'adopter pour les prestations : types d'intervenants (fournir CV, certifications), rôles, gouvernance, comitologie, outils de suivi de projet proposés, méthodologie etc. ; Les conditions précises de maintenance, d'assistance et de support technique pour le maintien en conditions opérationnelles (MCO), ainsi que l'organisation mise en place pour répondre aux exigences de Garantie d'intervention et de résolution des incidents ; La description des modalités de prise en compte des études, demandes d'évolutions simples ou complexes (en mode projet) ; pour chaque cas, le soumissionnaire précisera comment il entend garantir le respect du délai de début des travaux après l'acceptation du devis. Il précisera alors

sa gestion des compétences et le principe de mobilisation des ressources adéquates au projet. Il détaillera par ailleurs le cycle de vie d'une demande d'évolution, de l'expression du besoin à la fin de garantie. Il précisera la nature et entrants et des livrables aux différentes étapes ;

- La description des prestations d'initialisation et de réversibilité :
 - Description de la prestation, identification des différentes activités ;
 - Chiffrage détaillé des activités (charges de chaque profil sur la base du B.P.U.) ;
 - Planning des phases de transition.
- Les ressources humaines et techniques dédiées y compris les CV des intervenants pressentis. Un focus devra être porté sur les certifications ou labellisations des personnels au regard des outils et prestations objet de ce marché.

Le candidat portera une attention particulière dans son mémoire technique aux éléments des articles du CCTP listés ci-dessous :

Site d'hébergement (Articles 3 et 6.4)

- Description complète du site en réponse aux besoins exprimés
- Description du modèle d'espace alloué à l'acheteur
- Description de la gamme de baies mises à disposition, avec indications des capacités électriques et températures de fonctionnement nominales en façade des baies
- Indication de la classification du data center et de la redondance des accès opérateurs réseau et télécom
- Description de l'architecture mise en place, de la technologie utilisée ainsi que des procédures de test des moyens de secours
- Description du mode opératoire en termes de pose de fibres et de l'architecture mise en place pour permettre l'arrivée des fibres dans l'espace alloué à l'acheteur, en indiquant les opérateurs disponibles dans le data center ainsi que la procédure en cas de demande de raccordement à un opérateur non présent
- Description de la solution de téléphonie fixe à disposition dans le data center et les espaces annexes. Description de la couverture GSM au sein même des bâtiments du data center
- Indication des capacités et modalités d'extension de la superficie d'hébergement de l'espace alloué sans déménagement nécessaire (description des scénarii d'ajout de 1 et 4 baies en précisant les solutions envisagées, les délais de mise en œuvre et coûts associés)

Sécurisation (Article 3.5)

- Description de la signalétique mise en place et plan de secours et d'évacuation
- Disponibilité ou préconisations de dispositifs de protection sonore (par exemple casques anti-bruit)
- Description des procédures physiques d'accès au data center et à l'espace alloué pour les personnels de l'acheteur et ses prestataires, notamment pour les gestes de proximité ou en cas de sinistre
- Description du dispositif de sécurisation des cheminements, notamment entre la salle d'interconnexion (meet-me room), l'espace alloué et les autres espaces de travail
- Description des protections mises en œuvre contre les incendies, les crues et les inondations sur le data center et particulièrement sur les salles techniques et les équipements mis à disposition
- Description des dispositifs de sécurisation des équipements extérieurs contre les actes de malveillance.
- Fourniture des contrats de maintenance associés aux différents dispositifs de sécurité

Numérique Responsable (Article 3.9)

- labellisations et/ou certifications
- Solutions mises en place en terme de recyclage de matériels
- Performances environnementales du data center
- Engagements et moyens mis en œuvre pour les atteindre les objectifs de performance environnementale, ainsi que les impacts directs pour l'acheteur.
- D'une façon générale, démonstration de l'engagement du soumissionnaire envers une démarche visant à contrôler les impacts environnementaux de ses activités dans le cadre de l'exécution du marché

Séquencement des phases du marché (Article 4)

Présentation de l'organisation et de la méthodologie, du planning et de la montée en charge proposée, avec un focus sur la phase de mise en œuvre initiale

Gestion de service (Article 6)

Description des outils de gestion, en précisant les niveaux d'interaction avec l'utilisateur, ainsi que le mode de fonctionnement avec l'acheteur.

Salle de préparation, espace de stockage, salle de travail/administration (Article 6.5 à 6.7)

- Description de l'offre : nombre de salles, superficie, équipements, utilisation exclusive ou partagée, modalités de réservation, prérequis associés à mise en œuvre, moyens de protection mis en œuvre pour contrôler les entrées/sorties d'équipement informatique via l'entrée du data center et des différents espaces
- Dans le cas d'une connexion directe entre les espaces annexes et les serveurs de l'acheteur, description du type de connexion proposée et de la sécurité associée

Prestations de services (Article 6.8)

- Pour les actes de proximité, présentation du catalogue complet d'actes de proximité, des délais de prise en charge et de réalisation en fonction des Heures Ouvrées (HO)/Heures Non Ouvrées (HNO) et des Jours Ouvrés (JO)/Jours Non Ouvrés (JNO)*, des modalités inhérentes à chaque acte, et notamment, les modalités de réception, d'enregistrement, de contrôle de l'intégrité de l'emballage des livraisons et d'identification des cartons, le process de gestion des déchets (emballage...)
- Pour l'assistance technique (portail d'assistance pour, par exemple les demandes d'accès au DC), présentation de la méthodologie d'assistance technique et des prérequis associés à sa mise en œuvre

Règles de fonctionnement (Article 8)

- Précision des certifications ITIL
- Fourniture d'un Plan d'Assurance Qualité
- Fourniture d'un Plan d'Assurance Sécurité élaboré au regard des services proposés et des attentes de l'acheteur. Le candidat pourra présenter son propre modèle de PAS ou utiliser le plan type fourni dans le dossier de consultation (annexe 3 du CCTP). Dans le cas où le candidat utiliserait son propre modèle de PAS, il fournira une matrice de correspondance avec le modèle de l'acheteur, afin d'en faciliter l'analyse
- Fourniture d'un Plan de Réversibilité
- Proposition de réponse au besoin de mise à disposition en temps réel d'une documentation opérationnelle, de préférence dans la Gestion Documentaire de l'acheteur
- Présentation du protocole utilisé ou supporté pour échanger les fichiers
- Fourniture d'un tableau détaillé des attestations d'assurance

Pilotage (Article 9)

- Proposition de valeurs pour les indicateurs imposés. Proposition d'une liste d'indicateurs de niveaux de service habituellement utilisés dans chacun des cas (contractuel, opérationnel et stratégique) ainsi que des exemples de tableaux de bord avec la synthèse associée. Détail des modalités de calcul de la consommation électrique.
- Présentation de l'équipe dédiée à l'acheteur
- Proposition le cas échéant de modalités alternatives d'échanges afin de répondre aux exigences de qualité et d'optimisation et rationalisation de la qualité de service qui guident la prestation, en précisant alors le dispositif de pilotage mis en œuvre
- Fourniture d'un modèle de facture présentant le détail de la consommation électrique au Kwh

Tout élément permettant de clarifier l'offre du candidat

Les dossiers de réponse remis par le candidat intégreront les documentations techniques détaillées en langue française de tous les services, équipements matériels ou logiciels proposés.

Le cas échéant, le candidat fournira un ou plusieurs **catalogues** de prix publics présentant l'ensemble des produits pouvant être fournis à l'acheteur dans le cadre du marché, en précisant le ou les % de remise accordés.

- Le candidat certifie que la valeur de remise annoncée constitue un minimum. Elle s'applique sur le prix en vigueur à la date de chaque commande. En cas de tarifs promotionnels, le titulaire s'engage à pratiquer ces mêmes tarifs à la personne publique s'il est constaté être inférieur au tarif résultant de l'application de la remise consentie.

- Le candidat s'engagera à communiquer un nouveau catalogue pour toute modification tarifaire au format électronique par courriel ou extranet.

- Les dossiers de réponse remis par le candidat intégreront les documentations techniques détaillées en langue française de tous les services, équipements matériels ou logiciels proposés.

Remarque : Seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres. Tout pli déposé sera considéré comme une offre.

Formats électroniques des fichiers du dossier de réponse

Les candidats devront utiliser les formats de fichiers compatibles avec les outils bureautiques de la personne publique.

Il est demandé expressément au candidat de retourner les tableaux financiers (BPU et DQE) dans leur format source et non dans un format image de type PDF par exemple.

Renvoi d'Information

Le candidat se doit de signaler toute erreur, omission, imprécision, contradiction ou ambiguïté qu'il pourrait déceler dans les pièces du présent dossier de consultation.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

Conformément aux dispositions de l'article R2152-2 du code de la Commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'autoriser les candidats à régulariser leurs offres irrégulières, à condition, d'une part, qu'elles ne soient pas anormalement basses, et, d'autre part, que cette régularisation n'ait pas pour effet d'en modifier les caractéristiques substantielles.

Article 5 - Sélection des candidatures et jugement des offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont : **Aptitude à exercer l'activité professionnelle, capacité économique et financière, capacités techniques et professionnelles.**

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

<i>Critères et sous-critères</i>	<i>Pondération</i>
Valeur technique de l'offre appréciée au regard :	60
• <i>de la qualité et la pertinence de l'hébergement (datacenter, baies, niveau de disponibilité, sécurisation, câblage, raccordement opérateur, téléphonies fixe et mobile)</i>	24
• <i>de la qualité et la pertinence des prestations attendues sur chaque phase du marché, les plans d'assurance sécurité, d'assurance qualité et de réversibilité</i>	24
• <i>de la qualité et la pertinence du dispositif de pilotage et notamment les indicateurs et tableaux de bord proposés, la qualité de la relation et notamment équipe dédiée à l'acheteur et les modalités d'échanges</i>	12
Performance environnementale de l'offre appréciée au regard :	10
• <i>de la pertinence de la démarche globale visant à maîtriser les impacts environnementaux des activités et des productions du candidat en lien avec l'objet du marché</i>	5
• <i>de la performance environnementale de l'infrastructure d'hébergement</i>	5
Prix des prestations apprécié au regard du détail quantitatif estimatif	30

Chaque critère et sous-critère sera noté sur 5. La qualité du dossier de réponse (précision, exhaustivité de la description de l'offre et des engagements du titulaire) sera prise en compte pour l'évaluation des critères ci-dessus.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le Bordereau des prix unitaires plafonds prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants, singulièrement ceux du D.Q.E., pourront être rectifiés en conséquence. C'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions du B.P.U.. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Article 6 - Documents à produire par l'attributaire

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R2143-6 et R2143-10 du Code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminée en application des dispositions de l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées aux articles L2141-7 à L 2141-10 du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L. 3141-11 du Code de la commande publique, l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

Article 7 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements nécessaires complémentaires les candidats devront faire à travers le profil acheteur une demande écrite au plus tard dans le délai de 10 jours avant la remise des offres sur le profil acheteur depuis l'adresse suivante :

<https://marchespublics.nantesmetropole.fr/entreprise>

Une réponse sera alors adressée depuis le profil acheteur au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt : contact.marches@nantesmetropole.fr